

CONTRE LA LOI EL KHOMRI
POUR NOS CONDITIONS DE TRAVAIL
Appel à une ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES
TRAVAILLEURS DU SECTEUR SOCIAL

UN MOUVEMENT D'ENSEMBLE CONTRE LA LOI TRAVAIL

Depuis le début du mois de mars, la colère gronde dans le pays ! Une pétition contre le projet de loi a d'abord rassemblé plus d'un million de signatures, rapidement suivie par plusieurs manifestations ! Le 31 mars nous étions 1 500 000 dans les rues, et tout au long des mois d'avril et de mai, les manifestations et les Nuits Debout n'ont pas désempli.

Le projet de la « loi travail » est en réalité un projet de loi contre les travailleuses et travailleurs ! Ronronnant la même rengaine libérale, cette loi vise à fragiliser les salarié-e-s face aux employeurs, dans l'attente illusoire qu'en diminuant les protections des premiers, on diminuera le chômage. Cette politique, menée depuis des décennies, n'a cependant jamais réglé aucun problème, si ce n'est les difficultés des employeurs à précariser ou à licencier massivement dans un but de rentabilité.

Dès la diffusion du projet de « loi travail », la jeunesse s'est fortement mobilisée : étudiant-e-s et lycéen-ne-s se sont organisé-e-s pour mener des actions de blocus et des manifestations. Contrairement à ce que voudrait faire croire le gouvernement, il est clair que les futurs salarié-e-s ont compris la gravité de cette loi et ses implications quant à la dégradation des conditions de travail.

De ce mouvement est née une nouvelle forme de mobilisation : les Nuits Debout ! En repensant les espaces politiques, les personnes se réunissent dans un cadre permettant de rassembler et d'agir.

TRAVAILLEURS SOCIAUX CONCERNÉS !

Ce projet de loi nous concerne directement. En tant que travailleuses et travailleurs tout d'abord : nos conditions de travail, souvent complexes si ce n'est compliquées, se trouveront encore plus fragilisées. Cette casse directe du Code du travail s'inscrit par ailleurs dans un contexte spécifique pour le travail social. Qu'il s'agisse de la réforme des diplômes, des contraintes économiques qui empiètent sur nos activités, de la marchandisation grandissante des actions éducatives, le travail social est malade et se retrouve vidé de son sens par des politiques du profit.

Il est évident que cette loi aura également un impact négatif sur les personnes avec qui nous travaillons, autant que sur notre société. Les victimes d'exclusion sociale et économique, vivant dans la pauvreté et la misère seront de plus en plus nombreuses. Le travail social ne doit pas être un pansement sur la jambe de bois d'un système politique et économique défaillant.

SE RASSEMBLER, DISCUTER, SE METTRE EN GRÈVE

Face à ces constats, nous pensons qu'il est temps de prendre nos responsabilités en tant que travailleurs du secteur social. C'est pour cela que nous proposons une Assemblée Générale ouverte à toutes et tous, aux salariés des fonctions publiques comme du privé, aux syndiqués ou non syndiqués, aux travailleurs en formation, aux étudiants, aux précaires, aux titulaires, aux fonctionnaires, aux membres des différents collectifs qui luttent dans le secteur, aux Nuits-deboutistes...

Mardi 17 mai à 18h30 à la Bourse du travail de
Paris (Métro République), salle Eugène Varlin

